



LETTRE D'INFORMATION DE LA DGI Droits humains et Etat de Droit mars 2023

CPT

Le CPT a tenu sa 110e [réunion plénière](#) à Strasbourg du 6 au 10 mars 2023, au cours de laquelle 9 rapports ont été adoptés.

Le CPT a effectué une visite ad hoc en [Serbie](#) du 21 au 30 mars, et en Bulgarie du 21 au 31 mars. En outre, une visite ad hoc en [Géorgie](#) a été effectuée du 25 au 27 mars.

Le 24 mars, le CPT a publié son rapport relatif à la visite périodique de 2022 en [Italie](#), ainsi que la réponse des autorités italiennes.

Le 29 mars, le Comité anti-torture du Conseil de l'Europe a annoncé des [visites périodiques dans huit pays](#) en 2024.

Dans son [32e rapport général](#), publié le 30 mars, le CPT appelle à mettre un terme aux pratiques illégales des renvois aux frontières (« pushbacks ») et aux mauvais traitements infligés aux ressortissants étrangers privés de liberté lors d'éloignements forcés.

Commission de Venise

La Commission de Venise a tenu sa [134e session plénière](#) les 10 et 11 mars, la [76e réunion du Conseil des élections démocratiques](#) (instance tripartite comprenant des représentants de l'APCE, du Congrès et de la Commission de Venise) le 9 mars et la 20e réunion du Bureau de la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle ([WCCJ](#)) le 11 mars, à Venise.

En mars, la Commission a reçu et commencé à travailler sur la demande d'avis suivante :

- **Allemagne** - projet de loi sur l'amendement de la loi électorale fédérale allemande et sa conformité avec les normes du Conseil de l'Europe (avis conjoint avec l'OSCE/BIDDH) – Président de l'APCE – 3.03.2023

La Commission a organisé la **8e réunion de coordination du projet UniDem Med** (Université pour la démocratie pour le sud de la Méditerranée) le 15 mars à Lisbonne (**Portugal**), après l'événement de lancement du programme conjoint UE et Conseil de l'Europe "Protéger les droits de l'homme, l'État de droit et démocratie par des normes partagées dans le sud de la Méditerranée" (Programme Sud V).

Une délégation de la Commission de Venise a accompagné la délégation d'observation électorale de l'APCE pour la conseiller sur le cadre juridique de **l'élection présidentielle du 19 mars au Monténégro**.

Le 27 et 28 mars, Mme Claire Bazy-Malaurie, Présidente de la Commission de Venise, a participé à l'ouverture de l'évènement consacré au 100e anniversaire de l'adoption de la Constitution de la Roumanie de 1923.

La Commission a publié le [numéro 2022/2](#) de son Bulletin électronique de jurisprudence constitutionnelle ("e-Bulletin").

Mise en œuvre des standards en matière de droits humains, justice et coopération juridique

La CEPEJ a publié son Centre de ressources sur la cyberjustice et l'IA, dont les objectifs sont les suivants : faire le point sur les systèmes d'IA judiciaire fonctionnels en Europe, servir de point d'accès public à des informations fiables sur l'IA et d'autres outils de cyberjustice, et un lieu pour examiner les avantages et les risques de ces systèmes. En **Albanie**, la CEPEJ a organisé une mission d'évaluation de la médiation menée par des experts et un atelier sur la communication du pouvoir judiciaire avec le Conseil supérieur de la magistrature. Le secrétariat de la CEPEJ a organisé une mission avec des experts en **Bosnie-Herzégovine** et en **Serbie**.

Principales activités de la Division des programmes de coopération en mars: en **Ukraine**, la participation du Directeur Général à la conférence "[United for Justice](#)" à Lviv et à la [Conférence des ministres de la Justice](#) à Londres ; en **Türkiye**, une visite de la Cour constitutionnelle à Strasbourg ; au **Kosovo***¹ et en **Macédoine du Nord**, [un atelier](#) pour leurs Cours constitutionnelles (photo) ; au **Monténégro**, un atelier sur la communication pour les Conseils des juges et des procureurs ; en [Azerbaïdjan](#) et en [Géorgie](#), une visite de leurs autorités chargées des questions d'exécution à Strasbourg.

Un [lancement transfrontalier](#) du cours HELP « Ethique pour les juges, les procureurs et les avocats » a été organisé en **Lituanie** dans le cadre du projet UE-CdE « HELP in the EU ». HELP a été présenté comme une action innovante dans le renforcement des capacités des institutions et des professionnels lors du lancement du « Programme Sud V » du Conseil de l'Europe et l'UE au **Portugal** ([discours du SGA](#)). Une formation de formateurs (ToT) HELP a été organisée en **Italie** (photo). L'élaboration de cours HELP sur le droit international humanitaire et les droits humains, ainsi que sur l'IA a commencé.



Dans le cadre du projet conjoint UE/CoE de soutien au MNP **marocain**, trois formations de renforcement des capacités ont eu lieu à Rabat en mars. Une formation a également été organisée pour les membres du MNP **tunisien** sur le Protocole d'Istanbul révisé, à Tunis. Cette activité marque la fin du programme conjoint UE/CoE « Projet d'appui aux instances

¹ *Toute référence au Kosovo dans le présent document, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.

indépendantes en Tunisie », dont l'évènement de clôture a eu lieu à Tunis le 30 mars 2023. Un atelier a été organisé dans le cadre du projet [TJENI](#) avec le ministère **polonais** de la Justice, pour discuter des besoins, des solutions possibles et des mesures pratiques visant à faciliter un accès effectif à la jurisprudence de la CEDH, et à la plateforme partage des connaissances de la Cour, ont été discutés. Des discussions bilatérales entre le ministère de la Justice et la magistrature **croate** et la [Cour de cassation française](#), le [Conseil d'État](#), le ministère de la Justice et la Direction interministérielle du numérique ([DINUM](#)) ont eu lieu lors d'une visite d'étude dans le cadre du projet « [Digital by Default](#) ».

Exécution des arrêts de la Cour européenne DH

Le Service a rencontré M. Magdalinchev, représentant le Conseil judiciaire suprême de **Bulgarie**, ainsi qu'un groupe de juges, dont la visite était organisée dans le cadre du programme "Justice" du mécanisme financier norvégien. Le Service rencontrera également des représentants de la **Cour administrative suprême de Bulgarie** à la fin du mois.

Le Service a rencontré en ligne **l'Institut danois des droits de l'homme** et les organisations « Dignity » and « Better Psychiatry » pour discuter de diverses questions liées à l'exécution de l'affaire Aggerholm contre Danemark. Le Service a également rencontré l'organisation LGBT+ Danemark pour présenter ses méthodes de travail, le système d'exécution des arrêts et discuter des affaires liées aux questions LGBTI.

Le Service a organisé une visite d'étude pour les membres du Bureau **des agents du gouvernement roumain** et a rencontré des représentants d'OSC pour des échanges sur des affaires concernant les droits des personnes souffrant de troubles mentaux et de handicaps. Il a également pris part à des réunions avec les parties prenantes des programmes de subventions EEE/Norvège pour la Roumanie afin d'échanger sur les cas pertinents en attente d'exécution. Enfin, il a participé à un atelier destiné aux organisations de la société civile roms et pro-roms, axé sur le processus de supervision et les interventions de la société civile.

Le Service a effectué une mission à **Londres**. Une session de formation sur le système de la Convention, l'exécution des arrêts de la Cour européenne et les meilleures pratiques en matière de rédaction de plans d'action/rapports a été organisée et suivie par 70 participants issus de **différents ministères d'Angleterre et du Pays de Galles, d'Irlande du Nord et d'Écosse**. Des réunions distinctes ont été organisées avec les responsables politiques ("Home Office", "Northern Ireland Office", "Scottish Government, Department of Justice in Northern Ireland", "Crown Prosecution Service", "Scottish Prosecution Service", "College of Policing"). Une réunion a été organisée avec la Commission pour l'égalité et les droits de l'homme, la Commission écossaise des droits de l'homme et la Commission des droits de l'homme d'Irlande du Nord afin de les sensibiliser au système de l'exécution et au rôle de la société civile. Enfin une table ronde a été organisée dans le même but par le Centre Bingham avec la participation de nombreuses organisations de la société civile basées à Londres.

Pour finir, le Service a rencontré **la Délégation de l'Union européenne auprès du Conseil de l'Europe** pour discuter de la mise en œuvre des arrêts de la Cour contre l'**Ukraine** dans le contexte de l'adhésion de **l'Ukraine** à l'Union européenne et a tenu des réunions en ligne avec le Ministère de l'Intérieur de l'Ukraine, le Haut Conseil de la Justice de l'Ukraine et le Secrétariat du Commissaire aux droits de l'homme du Parlement ukrainien pour échanger des informations sur les développements récents dans la mise en œuvre des arrêts de la Cour.

Droits sociaux

Le GT-CHARTe a conclu ses travaux sur la [réforme](#) du système de la Charte sociale européenne. Le Président du groupe de travail, l'Ambassadeur Panos Beglitis, a informé les Délégués des Ministres qui ont approuvé le [rapport](#) sur les questions de fond et de procédure à long terme et adopté un certain nombre de [décisions](#).

31 mars 2023: Le [Réseau académique sur la Charte sociale européenne et les Droits sociaux](#) (RACSE) a organisé la première édition du concours de plaidoiries relatif à la [Charte sociale européenne](#). Ce concours bilingue (français-anglais) est basé autour d'une réclamation collective fictive et comporte une phase écrite et une phase orale («audition» simulée devant le [Comité européen des Droits sociaux](#)). La phase finale a eu lieu le **31 mars 2023**, à **l'Université de Ferrare en Italie**.



23 mars 2023: Le projet du Conseil de l'Europe sur le "Renforcement de la protection sociale en Ukraine" a été lancé lors d'un [événement avec une participation de haut niveau](#). Le projet couvre la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024 dans le cadre du Plan d'action du Conseil de l'Europe pour l'Ukraine

"Résilience, relance et reconstruction" pour 2023-2026. Son objectif est de permettre aux personnes appartenant à des groupes vulnérables, y compris les populations touchées par la guerre en Ukraine, de bénéficier de meilleurs standards de droits sociaux et de protection sociale.



22 mars 2023: Le Comité européen des droits sociaux (CEDS) a publié ses Conclusions 2022 à l'égard de 33 Etats sur les articles de la Charte sociale européenne relatifs **aux droits liés au travail**.

Dans le cadre de la procédure de rapport, le CEDS a adopté 611 conclusions : 255 conclusions de conformité à la Charte et 245 conclusions de non-conformité. Dans 111 cas, le CEDS n'a pas été en mesure d'évaluer la situation en raison d'informations insuffisantes ("ajournements"). Pour plus d'informations, voir [l'article de presse](#).

8 mars 2023 : La Présidente du [Comité européen des droits sociaux](#), Aoife Nolan, a publié une [déclaration](#) à l'occasion de la journée internationale des femmes, en soulignant le fait que la Charte sociale européenne indique clairement que les femmes doivent jouir de leurs droits sur un pied d'égalité avec les hommes et dans tous les contextes, y compris en matière d'emploi, de protection sociale, de logement et de santé et qu'il est crucial que les États parties à la Charte placent l'égalité de jouissance de tous les droits de la [Charte sociale européenne](#) pour les femmes au centre de leur législation et de leurs politiques publiques.

Police, détention, drogues et addictions

Participation du Groupe Pompidou à la 66^e Session de la Commission des stupéfiants (**Vienne, Autriche**, 13-17 mars 2023) : Comme chaque année, le Groupe Pompidou a participé à la session de haut niveau de la Commission des stupéfiants (CND), principal organe de décision des Nations unies en matière de drogues. Le 13 mars, Alfredo Mantovano, sous-secrétaire à la présidence du Conseil des ministres de l'Italie, a fait une déclaration en séance plénière au nom de la présidence italienne du Groupe, en mettant l'accent sur ses priorités pour les trois prochaines années.

En outre, le Groupe Pompidou a organisé un événement parallèle sur "Les enfants dont les parents consomment des drogues" et a coparrainé un nombre record de onze autres événements parallèles, sur différents sujets prioritaires tels que "L'évaluation des politiques en matière de drogues à la lumière des droits de l'homme", "Le droit à la guérison : une approche pour un véritable parcours de soins en vue de la réintégration des personnes dépendantes de substances", "Renforcer les compétences professionnelles pour la mise en œuvre et la gestion des politiques en matière de drogues", "Approches visant à réduire activement la stigmatisation - Partage d'expériences", "Une politique des drogues sensible au genre, qu'est-ce que cela implique ? " et "Le rôle de la recherche dans le développement et la mise en œuvre des politiques de drogues".

Enfin, le Groupe Pompidou a également tenu un stand d'information tout au long de la semaine, ce qui a fortement contribué à sa visibilité. [Participation active du Groupe Pompidou à la 66e Session de la Commission des stupéfiants \(CND\) \(Vienne, 13 - 17 mars 2023\) - Groupe Pompidou \(coe.int\)](#)

La deuxième édition du cours exécutif sur la politique des drogues (7-10 mars 2023, **Florence, Italie**) organisée dans le cadre de l'Académie internationale des politiques des drogues du Groupe Pompidou a réuni des participants de 21 pays. Le module s'est concentré sur le développement des compétences dans le domaine des sciences liées aux drogues et aux addictions.

Unité de coopération policière et de privation de liberté (CPDL) :

En **Arménie**, deux nouveaux projets – « Améliorer la protection des droits des personnes en détention » et « Renforcer la capacité du Service de probation » – ont tenu leur première réunion conjointe du Comité directeur le 15 mars, ce qui a également marqué leur lancement officiel.

Lors d'une session de formation les 1er et 2 mars, 23 spécialistes des 17 prisons de **République de Moldova** ont mis à jour les compétences nécessaires à la mise en œuvre de la nouvelle politique et des procédures opérationnelles standard en matière de traitement des groupes vulnérables de détenus, y compris les mesures d'identification de ces détenus, la fourniture d'une protection et d'un traitement adaptés aux besoins et aux risques, contribuant ainsi à un environnement carcéral plus sûr. Du 20 au 22 mars, les gouverneurs de toutes les prisons de **Moldova** ont pu renforcer leurs connaissances et leurs compétences en matière de direction et de gestion en explorant les moyens pratiques permettant de mettre en œuvre efficacement les normes internationales et de garantir une détention sûre et humaine dans leurs établissements respectifs.

Le 28 février, ont été approuvés et présentés aux principales parties prenantes un projet de Stratégie et son Plan d'action, élaboré en huit mois, visant à attirer davantage de personnel médical dans le système pénitentiaire **roumain**. Une fois finalisés, ils seront soumis aux autorités compétentes pour adoption et mise en œuvre. Par ailleurs, les 2 et 3 mars, 14 membres du personnel médical de l'administration pénitentiaire **roumaine** ont été formés pour pourvoir à leur tour former leurs pairs aux normes de l'éthique médicale. Les thèmes abordés comprenaient, entre autres, l'examen médical et les soins prodigués aux détenus lors de leur admission, les normes de consultation, le dépistage des blessures et la documentation des mauvais traitements, avec une attention particulière accordée au traitement éthique des groupes vulnérables.

Activités normatives en matière de droits humains, justice et coopération juridique

Coopération intergouvernementale en matière de droits humains : Le groupe de rédaction du CDDH sur les droits de l'homme en situations de crise ([CDDH-SCR](#)) a tenu lors de sa [3e réunion](#) (8 - 10 mars) un [échange de vues](#) avec des experts indépendants et nationaux sur les évaluations d'impact sur les droits de l'homme, et a poursuivi la préparation du projet de boîte à outils du Comité des Ministres pour l'évaluation de l'impact sur les droits de l'homme des mesures prises par l'État en situations de crise.

Le groupe de négociation ad hoc « [46+1](#) » du CDDH sur l'adhésion de l'UE à la CEDH a tenu sa [18e réunion](#) du 14 au 17 mars. Il a conclu qu'il avait résolu toutes les questions qu'il était censé traiter et a noté l'intention de l'UE de résoudre en interne la question en suspens relative à la Politique étrangère et de sécurité commune de l'UE. Sur cette base, il a adopté un [rapport](#) à l'intention du CDDH.



Le groupe « [Accès à l'information](#) » établi dans le cadre de la Convention sur l'accès aux documents publics ([Convention de Tromsø](#)) a tenu sa [2e réunion](#) du 22 au 24 mars. Il a poursuivi la préparation de son rapport d'évaluation de référence sur la mise en œuvre de la convention par les 11 premières Parties et a convenu d'un calendrier provisoire pour ses

activités futures.

Coopération juridique : Le Comité d'experts sur la protection des avocats (CJ-AV), à sa 4^e réunion (1-3 mars), a poursuivi son examen du projet de dispositions de la future convention et ses échanges sur les options possibles pour son mécanisme de mise en œuvre et de suivi ; les discussions se poursuivront du 3 au 5 juillet.

Le groupe de travail du CDCJ sur les migrations (CDCJ-MIG) a finalisé le projet de guide à l'intention des praticiens sur la rétention administrative des migrants et des demandeurs d'asile, que le CDCJ devrait examiner et adopter à sa 100^e réunion en mai.

Les experts du CCJE et du CCPE ont commencé à travailler sur des études thématiques, respectivement sur les leçons tirées de la pandémie de COVID-19 et la manière dont elles ont modifié l'administration de la justice, et sur la digitalisation dans le travail des ministères publics et la coopération internationale.

Société de l'Information – Lutte contre la criminalité

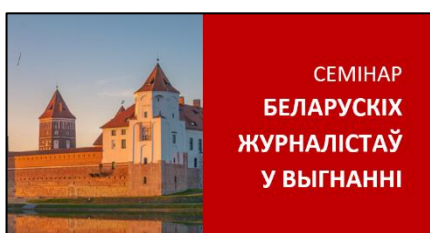
Médias



La prochaine [campagne du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes](#) a été présentée aux partenaires de la plate-forme pour la sécurité des journalistes à **Bruxelles**. Des pistes de coopération dans le cadre de la campagne ont également été discutées avec la Commission européenne. La [réunion MSI-INF](#) a évalué les progrès d'une note d'information sur la lutte contre la désinformation en

ligne. Artemiza-Tatiana Chisca, chef de la Division des médias et de l'Internet, a représenté le Conseil de l'Europe à la [réunion de l'OSCE sur la liberté des médias](#) en tant que pilier central de la sécurité globale.

Coopération sur la liberté d'expression



Une trentaine de [journalistes biélorusses en exil](#) se sont réunis à Strasbourg lors d'un atelier organisé par le Conseil de l'Europe et le Groupe des amis sur la sécurité des journalistes et des médias. Un atelier thématique sur la liberté d'expression, les médias pluralistes et l'accès à l'information a été organisé avec des participants de la **région MENA** à **Lisbonne**, dans le cadre de l'événement

de [lancement du Programme Sud V](#). L'événement de clôture du projet quadriennal PAII-T (Programme d'Appui aux Organismes Indépendants en **Tunisie**) a mis en exergue ses principales réalisations. Des consultations avec six bénéficiaires dans les Balkans occidentaux ont été organisées pour discuter de la mise en œuvre du plan d'action HFIII PROFREX. En **Macédoine du Nord**, suite à l'intervention de la JUFREX 2, le ministère des Affaires étrangères a engagé une procédure de ratification de la [Convention de Tromsø](#) sur l'accès aux documents publics.

Intelligence Artificielle



Kristian Bartholin, secrétaire du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI), a rencontré la ministre **slovene** de la transformation numérique, le Dr Emilija Stojmenova Duh, à Ljubljana pour discuter de la future convention sur l'IA et d'un test de la méthodologie d'évaluation des risques et de l'impact des systèmes d'IA (HUDERIA). Le [Bureau du CAI](#) a tenu sa réunion à **Paris**. Le secrétariat du CAI a participé

à la conférence « The future is Digital: Getting up to Speed for the Digital World » au Collège d'Europe et a tenu des réunions à **Bruxelles** avec des représentants de la Commission européenne, de l'OTAN et du Ministère de la Justice des États-Unis pour discuter de la future Convention sur l'IA et de la coordination sur les questions liées à l'IA/les droits de l'homme/le droit humanitaire et l'État de droit. Patrick Penninckx, chef du département de la société de l'information, a présenté les travaux du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle lors du [Forum mondial de l'OCDE sur la sécurité et la prospérité numériques](#) et au Parlement **néerlandais**. Il s'est également adressé à la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias de l'APCE à Paris, présentant [l'impact du métaverse](#) sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Une [brochure sur les travaux du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle](#) a été publiée en 5 langues.

Protections des données



Le mois de mars s'est terminé avec une autre [ratification, celle du pays hôte, la France](#) le 27 mars. Le [Bureau du T-CPD](#) a tenu sa 58ème réunion à Paris du 22 au 24 mars. En outre, l'Unité de la Protection des Données est intervenue lors d'un panel sur les deux cadre législatifs de l'UE et du Conseil de l'Europe, c'est-à-dire, le RGPD et la Convention 108+, par la Délégation des Barreaux de France le 10 mars à **Lyon**. A l'occasion de l'inauguration officielle d'un bureau dans les locaux du Parlement européen à Strasbourg, le Contrôleur européen de la protection des données a réaffirmé son soutien aux pays européens dans leur processus de ratification de la Convention 108+. Pour ce qui est du programme PAII-T, une [formation à la protection de la vie privée](#) et des données personnelles a réuni à **Tunis** quelques 90 journalistes et professionnels des médias les 2, 3 et 4 mars et une trentaine de professionnels impliqués dans la lutte contre la traite des êtres humains et la prise en charge des victimes à la protection des données personnelles le 8 mars. En outre, la Convention 108+ a été présentée à des représentants des pays de la **zone MENA** lors de l'événement de [lancement du programme SUD V](#) à **Lisbonne**, les 13 et 14 mars, avec pour objectif de futures adhésions.

Cybercriminalité

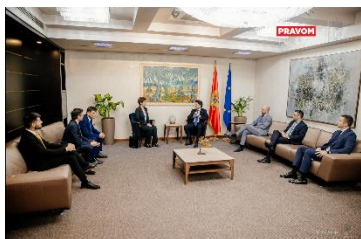


La [Conférence internationale sur la cybercriminalité et les preuves électroniques en Afrique](#), qui s'est tenue à Bouznika, au **Maroc**, les 6 et 7 mars 2023, a été organisée conjointement par le Conseil de l'Europe et le ministère de la Justice du Maroc. Plus de 200 participants de 34 pays, dont des représentants du monde universitaire, du secteur privé et d'organisations internationales, y ont assisté. Des sujets tels que les nouvelles menaces et tendances de la cybercriminalité en Afrique et les moyens d'y faire face par des activités de renforcement des capacités et la coopération internationale ont été abordés au cours de la conférence. La conférence s'est achevée par un ["appel à l'action de Bouznika"](#) encourageant les pays africains et toutes les parties prenantes à utiliser les traités existants, tels que la [Convention de Budapest](#), et à mener d'autres actions dédiées à la mise en œuvre des traités pertinents.

GRECO

Lors de sa 93e [réunion plénière](#) du 20 au 24 mars 2023, le GRECO a adopté 2 rapports d'évaluation relatifs au 5e cycle d'évaluation (**Azerbaïdjan** et **Portugal**) et 9 rapports de conformité relatifs au 4e cycle d'évaluation (**Arménie, Bosnie-Herzégovine, République tchèque, Danemark, Hongrie, République de Moldova, Monaco, Pologne** et **Ukraine**). Le 5e cycle d'évaluation porte sur la prévention de la corruption et la promotion de l'intégrité dans les gouvernements centraux (hautes fonctions de l'exécutif) et les services répressifs, tandis que le 4e cycle d'évaluation porte sur la prévention de la corruption et la promotion de l'intégrité en ce qui concerne les parlementaires, les juges et les procureurs. Le GRECO a également publié deux rapports d'évaluation sur l'[Autriche](#) et la [Bosnie-Herzégovine](#), deux rapports de conformité sur l'[Albanie](#) et l'[Allemagne](#) et le deuxième rapport de conformité sur la [Slovénie](#), tous relatifs au 5ème cycle. En outre, le GRECO a publié deux rapports relatifs au 4ème cycle : le rapport de conformité intérimaire sur l'[Ukraine](#) et le deuxième rapport de conformité sur [Monaco](#).

Moneyval



MONEYVAL a effectué des visites sur place en **Azerbaïdjan** (1-17 mars) et au **Monténégro** (6-17 mars), y compris des réunions avec des responsables opérationnels et de haut niveau, dont le Premier ministre du Monténégro, M. Dritan Abazović. Des réunions 'face à face' ont eu lieu avec des représentants de la **Roumanie** (7-9 mars) et de la **Macédoine du Nord** (15-17 mars) à Strasbourg. La réunion annuelle des typologies s'est

tenue le 31 mars en format virtuel, impliquant plus de 100 participants des États membres et territoires, ainsi que des observateurs de MONEYVAL, sur le thème du blanchiment d'argent avec l'utilisation de crypto-monnaies. Des réunions du Bureau de MONEYVAL et de la Conférence des Parties à la STCE 198 ont eu lieu.

Division de la Criminalité Economique et de la Coopération

Formation de plus de 300 fonctionnaires en **Albanie** sur le système électronique de déclaration de patrimoine et de conflits d'intérêt, élaboré dans le cadre du programme « Facilité horizontale ».

Formation de représentants des secteurs financier et non financier au **Kazakhstan** sur les normes internationales et les évolutions récentes concernant les bénéficiaires effectifs d'entités juridiques.

Avis et recommandations à l'Assemblée du **Kosovo*** sur l'élaboration du cadre juridique pour les actifs virtuels et les prestataires de services liés aux actifs virtuels afin d'assurer sa conformité aux normes internationales et aux bonnes pratiques en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT).

Plusieurs activités de mentorat entre pairs ont été organisées pour la cellule de renseignements financiers et la Banque centrale du **Kosovo*** visant à renforcer les capacités opérationnelles afin d'assurer l'application d'une approche fondée sur les risques en matière de LCB-FT.

Organisation d'une conférence sur la « Prévention de l'utilisation des prestataires de services liés aux actifs virtuels pour contourner les sanctions de l'Union européenne » et d'un atelier « Le rôle des fournisseurs de services d'actifs virtuels, des banques et des professionnels du droit dans la mise en place des sanctions de l'UE - identification d'opérations suspectes et modalités d'atténuation des risques » à **Malte**. Les deux événements ont rassemblé plus de 300 représentants de **vingt-deux pays membres de l'UE** et du secteur privé à travers l'UE.

Organisation de deux ateliers pour les autorités compétentes **polonaises** impliquées dans le processus d'évaluation nationale des risques (ENR) dans le domaine de LCB-FT. Les ateliers ont facilité la discussion sur les constatations et les recommandations pour l'amélioration de la méthodologie d'évaluation nationale des risques LCB-FT de la Pologne, y compris les sources de données utilisées pour l'ENR, ainsi que la collecte de données et le processus d'analyse.

Organisation d'un atelier pour les représentants des autorités **slovaques, polonaises** et **ukrainiennes** axé sur l'évaluation et l'atténuation des risques BC-FT liés à la criminalité organisée et aux menaces transfrontières, basés sur les lignes directrices d'évaluation de risques précédemment développées pour ces secteurs.

* Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, qu'elle concerne le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en plein conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.

Droit pénal

Le PC-CP GT a tenu sa 31e réunion à Strasbourg les 7-9 février 2023. Les participants ont réexaminé le projet de recommandation du CM sur les aspects éthiques et organisationnels de l'utilisation de l'IA par les services pénitentiaires et de probation, ainsi que le premier document de cadrage sur une future recommandation du CM sur la gestion des troubles mentaux et la promotion de la santé mentale positive par les services pénitentiaires et de probation. Penal Reform International a présenté son étude comparative à l'échelle européenne sur les peines non-privatives de liberté et les résultats de plusieurs projets européens qu'ils gèrent.

Les experts scientifiques et la Présidente du PC-CP se sont réunis le 23 février 2023 à Strasbourg pour reformuler la Recommandation du CM sur les aspects éthiques et organisationnels de l'utilisation de l'IA par les services pénitentiaires et de probation en vue de la 32ème réunion du GT PC-CP (3 5 avril 2023).

MEDICRIME, Trafic d'organes humains et biens culturels

La [Convention MEDICRIME](#) a été présentée : a) aux autorités douanières lors de différentes formations en ligne organisées par l'Organisation mondiale des douanes (7 février en anglais ; 9 février en français ; 14 février en espagnol) ; b) aux autorités centrales des pays du sud de la Méditerranée dans le cadre du lancement d'un cours sur *la coopération internationale en matière pénale* dans le cadre du [Programme Sud](#). Selon les statistiques sur les cours d'auto-apprentissage HELP, la formation *Criminalité pharmaceutique et MEDICRIME* reste le meilleur outil de promotion et de diffusion de la Convention MEDICRIME auprès des acteurs clés de la lutte contre la contrefaçon des produits médicaux et autres infractions similaires menaçant la santé publique. Le Comité des Parties à la Convention de Saint-Jacques-de-Compostelle a adopté son règlement intérieur (24 février 2023). Le document d'information de la [convention de Nicosie](#) a été publié en anglais, français et espagnol.

Lutte contre le terrorisme

Au début du mois de février, le Comité des Ministres a adopté [la nouvelle Stratégie du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme pour 2023-2027](#). La Stratégie prévoit la mise en œuvre de 24 actions visant à renforcer les capacités de prévention, de répression et de protection des autorités nationales par l'élaboration d'un ensemble de normes juridiques contraignantes et non contraignantes, de rapports analytiques et d'outils modèles. Conformément aux conclusions du [Rapport 2022 sur les menaces terroristes émergentes en Europe](#), ces actions viseront à relever les nouveaux défis auxquels sont confrontés les professionnels de la lutte contre le terrorisme, notamment la montée de l'ultra-droite violente et l'intersection du terrorisme et de la violation des règles des conflits armés, tout en continuant à accorder une attention suffisante aux activités inspirées ou dirigées par l'EIIL/Daech, Al-Qaïda et les groupes affiliés.

Le Comité du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le terrorisme (CDCT) a organisé une Conférence en ligne sur le thème de "[La lutte contre les communications terroristes : Propagande terroriste, provocation publique, recrutement et radicalisation](#)", du 31 janvier au 1er février 2023. La Conférence en ligne s'est concentrée sur les moyens de surveiller et de contrer l'activité des groupes terroristes en ligne et hors ligne, en particulier les efforts déployés par les groupes terroristes pour recruter et obtenir un soutien parmi les groupes ciblés, ainsi que ceux visant à fournir les moyens et le savoir-faire pour mener des attaques terroristes.

Le 21 février 2023, le Réseau du Conseil de l'Europe pour les victimes du terrorisme a tenu sa 5e réunion en personne à Paris. Cette réunion a été l'occasion de favoriser les relations entre tous les Points de contact et les organisations internationales et régionales, d'explorer les structures nationales dans ce domaine à travers des présentations thématiques et de faire le point sur son fonctionnement et ses axes de développement.

La 5e réunion du réseau 24/7 des Points de contact du Conseil de l'Europe sur les combattants terroristes étrangers s'est tenue le 22 février 2023 en personne à Paris. La réunion visait à établir des relations entre les points de contact anciens et ceux récemment nommés et les organisations internationales et régionales pertinentes et a examiné son fonctionnement à la suite du report de ses réunions depuis 2019.



Observatoire européen de l'audiovisuel

L'essentiel de mars 2023 : <https://bit.ly/3Kw2Km7>